

L'Union Européenne dans un labyrinthe



Par: Guillermo Alvarado

Bien que l'Union Européenne ne soit plus l'épicentre de la pandémie de Covid-19 et que presque tous les pays membres avancent sur la voie de la normalisation de leurs activités, elle a devant elle, peut-être des années très complexes dans lesquelles sa capacité de réparer les dégâts causés par la maladie sera en jeu .

La directrice de la Banque Centrale Européenne, la Française Christine Lagarde, a mis en garde contre le fait que le PIB se réduira cette année de 8,7%, ce qui signifie une chute brutale.

De plus, le chômage augmentera de 2,5% et il franchira la barre redoutable de 10%, avec un impact particulier sur les plus jeunes.

Plusieurs grandes entreprises dont le consortium aérospatial Airbus, ont déjà fait des annonces inquiétantes. Dans un récent communiqué, l'entreprise a signalé que la chute de la demande provoquée par le nouveau coronavirus l'a déjà obligée à réduire de 40% la production pour cette année et l'année prochaine.

Cependant, la possibilité que le trafic aérien n'atteigne pas son rythme normal jusqu'en 2023 « dans le meilleur des cas », obligerait à prendre de nouvelles mesures qui auront un impact sur le secteur de l'emploi.

Dans une lettre adressée à 145 mille travailleurs de ce groupe européen, le PDG Guillaume Faury, a fait savoir qu'Airbus devra s'adapter à la réalité et réduire le format de l'entreprise, ce qui l'obligera à prendre des décisions amères et difficiles en matière d'emploi avant juillet prochain.

La situation est similaire dans beaucoup d'autres entreprises qui sont obligées de fermer ou de réduire de façon draconienne leurs activités.

Au milieu de cette crise, les leaders de l'Union Européenne n'arrivent à se mettre d'accord ni sur le montant ni sur les caractéristiques du plan de redressement de l'économie et ils ont dû reporter à juillet prochain le débat à ce sujet.

Bien qu'ils soient tous d'accord sur le fait qu'il faut d'urgence injecter des fonds pour pallier les effets de la pandémie, des divergences subsistent.

Les Pays Bas –l'ancienne Hollande-, la Suède et l'Autriche, exigent que le fonds de 750 milliards d'euros soit réduit et qu'il soit distribué sous forme de crédits et non de subventions tandis que la France, l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie se prononcent pour le maintien du montant et pour des transferts directs aux pays.

Un des principaux points faibles du bloc européen est qu'il regroupe des pays avec des dimensions et des capacités économiques différentes, mais leurs normes s'appliquent à tous sans exception, ce qui crée des disparités évidentes.

Certains des pays les plus riches refusent systématiquement de transférer des fonds pour développer les plus petits et cette attitude s'accroît en ces moments de crise quand les affaires et les bénéfices devraient céder la place à des concepts comme la coopération et la solidarité.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/226530-lunion-europeenne-dans-un-labyrinthe>



Radio Habana Cuba